

Le pacte européen de compétitivité est inacceptable

Il y a des alternatives !

Nous lutterons pour les affirmer.

1. Ces 10 & 11 mars une centaine de représentant-es de syndicats nationaux ou européens, d'ONG et de réseaux sociaux, provenant de 15 pays de l'UE (tant de l'Est que de l'Ouest), se sont réunis pour la première « **Conférence Sociale de Printemps** ». Cette conférence vise à rassembler largement syndicats et mouvements sociaux altermondialistes, écologistes, de défense des droits humains et de lutte contre la pauvreté, chaque année avant le Sommet de Printemps de l'Union européenne, pour affirmer les priorités pour une Europe plus sociale, plus écologique et plus démocratique. L'Europe doit honorer tous ses engagements en matière de droits fondamentaux. (L'esprit et les objectifs de ce processus sont rappelés au verso - voir aussi www.jointsocialconference.eu) Une déclaration finale (« L'Europe que nous voulons ») complétée d'un **programme d'actions** sera publiée pour être débattue dans nos organisations et dans l'espace public.
2. L'ensemble de ces organisations rejette catégoriquement les orientations du « pacte de compétitivité » négocié de façon totalement anti-démocratique ; ce type de gouvernance économique constituerait une véritable **déclaration de guerre aux peuples d'Europe, aux travailleurs, aux pensionnés, aux services publics et à leurs usagers**, et en fin de compte à tout ce qui fait la valeur du modèle social européen.

Cette crise n'est pas un simple accident : elle confirme l'impasse que constitue un modèle de développement basé sur la croissance à n'importe quel prix, la consommation à outrance, et l'exploitation effrénée de la nature et des travailleurs. Ce ne sont pas les travailleurs qui ont causé la crise, et c'est eux qui en ont été jusqu'ici les victimes. Ca suffit ! La situation budgétaire critique des pays de l'UE doit être rencontrée autrement :

- a. Par une fiscalité juste, qui, à l'inverse de la tendance actuelle, pèse davantage sur les gros revenus et sur les revenus financiers que sur les travailleurs (retour à des taux progressifs, taxe européenne sur les transactions financières, suppression des paradis fiscaux, instauration d'un minimum européen sur l'impôt des sociétés)
 - b. Par un audit des dettes publiques des pays de l'UE : nous n'acceptons pas de condamner l'avenir d'une ou plusieurs générations de citoyens à cause d'une dette qui est largement celle des spéculateurs et du système financier.
3. Le « pacte » de MM Barroso et Van Rompuy exercerait une énorme pression à la baisse sur les **salaires** :
 - a. En empêchant qu'ils suivent régulièrement le coût de la vie
 - b. En démantelant la négociation collective par des clauses d'opting out
 - c. En augmentant encore la flexibilité, la précarité et le chômage

Ceci alors que

- les salaires (notamment dans les services publics et dans les pays de l'Europe centrale et orientale) ont déjà connu des baisses très importantes dans plusieurs pays. Dans beaucoup de pays, le nombre de travailleurs pauvres a augmenté rapidement.
- Les entreprises réalisent de nouveau des profits très importants, et paient de moins en moins d'impôts

- Nous savons que la crise de 2008 résulte dans une large mesure d'un partage des richesses défavorable aux salaires, et d'une accumulation excessive de profit

Notre alternative : une économie respectueuse de la planète, tournée vers le plein emploi, par un meilleur partage des richesses et des emplois, où tous les travailleurs puissent compter sur des salaires décents, négociés collectivement. Les salaires horaires doivent augmenter en fonction des prix et de la productivité. De tels salaires sont la base de la sécurité d'existence individuelle, mais aussi de tous les systèmes de protection sociale et de services publics.

4 Ce « pacte » diminuerait le montant réel des **pensions** (par des baisses de taux, par le relèvement de l'âge, par des coupes dans les régimes publics de pension). Pour leur retraite, les travailleurs seraient renvoyés soit à la misère, soit (pour les mieux payés) au casino coûteux des pensions privées par capitalisation.

Des pensions légales par répartition à un niveau suffisant sont finançables, sans relèvement de l'âge de la retraite.

*

Face à cette déclaration de guerre contre les droits fondamentaux, gouvernements, parlementaires et mouvements sociaux doivent se positionner clairement.

Tous les mouvements et organisations présents à la conférence sociale approuvent pleinement le programme de la semaine d'actions annoncée ce jour par la CES, et l'euro-manif convoquée à Budapest ce 9 avril. Au-delà, il s'agit aujourd'hui de construire un réseau de solidarité et des mobilisations européennes massives et pérennes permettant de bâtir les rapports de forces nécessaires contre cette offensive sans précédent sur les droits des peuples et des travailleurs.

Dans les semaines qui viennent, et tout au long de 2011, ils se mobiliseront à tous les niveaux (local, national, européen et globaux - G8 & G20). Ils soutiendront aussi les luttes contre les privatisations, et la défense des biens communs, comme par exemple la mobilisation pour reconquérir le contrôle public sur l'eau en Italie (notamment la marche du 26 mars à Rome).

Le Parlement européen aura à un rôle important à jouer. Dans chaque pays, nos organisations mettront leurs euro-parlementaires nationaux sous surveillance : les citoyens, les travailleurs et les allocataires sociaux doivent savoir qui sont leurs adversaires et qui sont leurs alliés.

Conférence Sociale de Printemps 2011

Bruxelles le 11 mars

Annexe : le processus de la Conférence Sociale conjointe (syndicats / mouvements)

Syndicats et de mouvements sociaux ont voulu se donner les moyens de définir progressivement et de faire entendre un agenda social pour l'UE : des priorités partagées, et des stratégies coordonnées de mobilisations nationales et européennes. Nous croyons que le changement profond dans la société et l'ampleur des difficultés justifient le rassemblement de diverses composantes du mouvement social et syndical. Nous sommes inscrits de plusieurs façons dans un mouvement social large, au plan européen et mondial : la JSC est née au Forum Social Européen, elle est soutenue par la Confédération Européenne des Syndicats, et travaille en réseau avec plusieurs autres réseaux thématiques.

Nous voulons une Europe plus sociale, plus écologique et plus démocratique à l'intérieur, reposant sur la coopération et la solidarité entre les personnes et entre les peuples, et engagée à l'extérieur pour un monde plus juste, basé sur la coopération entre pays et entre régions, et non sur la compétition. Pour cela, considérant la gravité de la situation, nous voulons prendre le temps d'approfondir notre **unité d'analyse**, et de renforcer notre **unité dans l'action**. Nous sommes pro-Europe, au sens où nous croyons qu'une meilleure intégration économique et sociale est possible au niveau européen, et qu'elle est nécessaire :

- pour construire un espace politique démocratique capable de s'opposer à la mondialisation financière
- pour consolider un espace de démocratie et de libertés civiles, contre la montée des nationalismes, de l'autoritarisme et de la xénophobie

Si l'on veut reconstruire l'adhésion à l'idéal européen des peuples qui ressentent amèrement les conséquences d'un libéralisme débridé, ce n'est pas avec de la propagande, c'est avec une UE qui améliore concrètement la démocratie, le bien-être, l'égalité et la sécurité d'existence de tous les citoyens.

Nous constatons que, face à des pouvoirs politiques très bien articulés, notre action politique et sociale a trop souvent souffert d'approches « étanches » entre les 2 niveaux de pouvoir (européen et national) : il n'y a presque jamais de problèmes importants dont la solution soit uniquement nationale, ni uniquement européenne. Un point central de notre approche est donc que pour toutes les enjeux nous voulons une approche d'emblée « bi-level », tant pour l'analyse que pour la mobilisation.

Nous voulons, en lien permanent avec la CES, le FSE, et avec la meilleure coopération possible avec d'autres initiatives, contribuer à la construction d'un **mouvement social européen** fort :

- syndicats et mouvements sociaux **ensemble**, construisant de nouvelles alliances acceptant la diversité, valorisant la coopération, et à la recherche d'alternatives
- avec un **enracinement national fort**, et une coordination européenne autour d'objectifs partagés
- qui se donne le temps et les moyens, pour passer des analyses partagées à la capacité **d'agir** ensemble et de peser sur les politiques économiques : c'est pourquoi la partie I (« L'Europe que nous voulons ») est complétée par une partie II (« Priorités d'action pour 2011 »)

Nous organiserons une « conférence sociale de printemps » chaque année avant le « Spring Summit » de l'UE pour :

- Partager les analyses pour dégager une compréhension convergente de la situation, entre les différentes parties de l'Europe et les différentes composantes du mouvement social.
- Formuler et approfondir une vision commune du progrès social, et la faire entendre

Définir les meilleures stratégies et coordonner les actions pour atteindre les objectifs prioritaires à définir, en fonction de notre vision commune sur l'Europe de demain, mais aussi de l'actualité politique, et en particulier de l'agenda du « Spring Summit » de l'UE.

A cette première Conférence Sociale de Printemps étaient représentés :

Syndicats : CGIL - It ; Cartel Alfa - Ro ; CGT - Fr ; CSDR - Ro ; FO - Fr ; FGtB - Be ; FSU - Fr ; CSC - Be ; CISL - It ; CIG Galicia - Sp ; CGTP-In - Po ; Fagforbundet - No ; ELA - pays Basque ; ESK - pays basque ; BNS - Ro ; MSZOSZ - Hu ; MOSZ - Hu ; Solidaires - Fr

Confédérations internationales : CES ; CSI, EPSU

Mouvements : Attac (Fr Be All) ; Transnational Institute ; European Anti Poverty Network ; Réseau Justice Fiscale ; Transform (Autriche ; Rep Tchèque ; Pologne) ; CADTM ; réseau Seattle to Brussels ; Caritas Europe ; Association européenne des Droits de l'Homme ; LDH France ; Forum Italiano dei Movimenti per l'Acqua ; Nordic Welfare Campaign ; MAIS - It ; Romanian Social Forum ; Les économistes atterrés ; Conf of kurdish associations Europe ; CEO - Corporate Europe Observatory ; Global Social Justice ; euromarches ; Global Alliance for Immediate Alteration - NL ; Degrowth



Joint Social Conference
10 & 11 mars 2011
Projet de déclaration

Statut et structure du document :

le Comité d'Initiative a discuté le 2/12/2010 puis le 26 janvier 2011 d'un projet de déclaration, et a adopté la présente déclaration, qui sera diffusée à toute personne intéressée par la 1^{ère} « Social Spring Conference ». Ce texte sera discuté lors de la Conférence les 10 & 11 mars, selon les règles de débat exposées ci-dessous.

Cette déclaration se compose de 2 parties :

I. L'Europe que nous voulons :

1. Nos constats
 2. Ce que nous voulons faire ensemble
 3. Notre vision pour l'Europe
-

II .Priorités d'action pour 2011

Règles du débat

En fonction des méthodes de débat que nous voulons expérimenter dans ce processus partiellement nouveau d'alliance syndicats / mouvements qu'est la JSC, nous estimons que ces 2 parties ne doivent pas faire l'objet des mêmes débats lors de la conférence de mars 2011 ; les organisations sont invitées à en tenir compte :

- **la partie I** peut faire l'objet de commentaires avant et durant la conférence, mais sans la modifier entièrement : en particulier :
 - les points 1 et 2 définissent le projet même de la JSC et ne devraient plus être discutés lors de la conférence de mars 2011 ; pour ces deux parties on a obtenu une formulation qui fasse un consensus suffisant au sein du comité d'initiative. Il importe qu'elles restent brèves.
 - Le point 3 définit nos analyses et nos propositions politiques sur les 5 thèmes actuellement en débat dans la JSC. Il s'agit d'une vision de moyen et long terme, sur laquelle il n'y a pas d'intérêt à rechercher l'exhaustivité, ni l'unanimité à tout prix. L'objectif est de construire progressivement le plus de consensus possible : nous devons donc arriver à une vision de « comment l'Europe devrait être » la mieux partagée possible entre nous, sans exclure que certains points restent rédigés sous forme de questions. Lors de la conférence en mars, en fonction du mandat dont disposera chaque organisation présente, nous pourrons encore modifier cette partie, ou l'enrichir de questions et de commentaires qui seront mis en débat dans la suite du processus.
- **la partie II** est celle pour laquelle il y aura le plus de travail décisif lors de la conférence elle-même : d'une part parce que la liste des **priorités** politiques peut y être modifiée (tout en veillant à un nombre restreint de priorités) ; d'autre part parce que chaque organisation peut décider de s'engager à soutenir toutes les priorités choisies, ou seulement certaines d'entre elles, et selon ses propres modes d'action.

I. L'Europe que nous voulons

1. Nos constats

Les organisations syndicales et mouvements qui participent au processus de la « Joint Social Conference » ont fait les constats suivants :

- 1.1. La dégradation de la situation sociale est continue depuis plus de 25 ans. Durant cette période, la croissance économique a essentiellement servi aux détenteurs de capitaux et aux revenus supérieurs : selon les pays, on a vu la situation des classes populaires se dégrader, parfois en termes relatifs, parfois en termes absolus. Le chômage reste massif, le travail est plus précaire, la sécurité sociale et les services publics sont fragilisés.
 - 1.2. Depuis 2008, cette dégradation s'accélère encore : la crise financière a pris les dimensions d'une crise systémique : économique, sociale, écologique et politique. La dimension politique de la crise va jusqu'à menacer la démocratie elle-même, au sein d'une Union européenne créée après la guerre au nom de la paix et de la coopération : on voit des partis antiparlementaires ou opposés à la démocratie réaliser des scores importants dans de nombreux pays.
 - 1.3. Cette crise n'est pas un simple accident : elle confirme l'impasse que constitue un modèle de développement basé sur la croissance à n'importe quel prix, la consommation à outrance, et l'exploitation effrénée de la nature et des travailleurs.
 - 1.4. Une des causes de l'éclatement de la crise tient à des décennies de politiques économiques déséquilibrées - en particulier la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée, qui a conduit le système à vouloir soutenir la consommation par le crédit, et non pas par de bons salaires et des emplois stables.
 - 1.5. Les institutions politiques (nationales ou européennes) n'ont pas remédié à cette dégradation malgré les demandes répétées et aspirations de la population. Au contraire leur décisions sont allées dans la même direction néolibérale.
 - 1.6. Le mouvement social et syndical n'a pas, jusqu'ici, réussi à imposer un rapport de forces favorable au plan de l'UE : il y a eu d'importantes mobilisations dans de nombreux pays séparément - mais qui peinent à atteindre la dimension européenne de la plupart des enjeux économiques ou sociaux ; il y a aussi eu des manifestations européennes (comme ce 29/9/2010), mais les autorités n'y ont pas donné de réponse satisfaisante.
 - 1.7. L'Europe reste, malgré la crise, une grande économie riche et une grande puissance commerciale. Le périmètre européen est donc pertinent pour la recherche de solutions systémiques qui dépassent le cadre des états.
 - 1.8. Malheureusement, les politiques de l'UE sont toujours davantage orientée par les intérêts du business et de la finance, et non des intérêts des travailleurs et de la population. C'est en particulier le cas des plans d'austérité poussés par la commission. Il y a donc un contraste frappant entre le « modèle social européen » construit au 20ème siècle dans la plupart des pays d'Europe, et l'orientation persistante de l'UE.
-

2. Ce que nous voulons faire ensemble

- 2.1. Une vingtaine de syndicats et de mouvements sociaux ont voulu se donner les moyens de définir progressivement et de faire entendre un agenda social pour l'UE : des priorités partagées, et des stratégies coordonnées de mobilisations nationales et européennes. Nous croyons que le changement profond dans la société et l'ampleur des difficultés justifient le rassemblement de diverses composantes du mouvement social et syndical. Nous sommes inscrits de plusieurs façons dans un mouvement social large, au plan européen et mondial : la JSC est née au Forum Social Européen, elle est soutenue par la Confédération Européenne des Syndicats, et travaille en réseau avec plusieurs autres réseaux thématiques.
 - 2.2. Nous voulons une Europe plus sociale, plus écologique et plus démocratique à l'intérieur, reposant sur la coopération et la solidarité entre les personnes et entre les peuples, et engagée à l'extérieur pour un monde plus juste, basé sur la coopération entre pays et entre régions, et non sur la compétition. Pour cela, considérant la gravité de la situation, nous voulons prendre le temps d'approfondir notre **unité d'analyse**, et de renforcer notre **unité dans l'action**. Nous sommes pro-Europe, au sens où nous croyons qu'une meilleure intégration économique et sociale est possible au niveau européen, et qu'elle est nécessaire :
 - * pour construire un espace politique démocratique capable de s'opposer à la mondialisation financière
 - * pour consolider un espace de démocratie et de libertés civiles, contre la montée des nationalismes, de l'autoritarisme et de la xénophobie
 - 2.3. Si l'on veut reconstruire l'adhésion à l'idéal européen des peuples qui ressentent amèrement les conséquences d'un libéralisme débridé, ce n'est pas avec de la propagande, c'est avec une UE qui améliore concrètement la démocratie, le bien-être, l'égalité et la sécurité d'existence de tous les citoyens.
 - 2.4. Nous constatons que, face à des pouvoirs politiques très bien articulés, notre action politique et sociale a trop souvent souffert d'approches « étanches » entre les 2 niveaux de pouvoir (européen et national) : il n'y a presque jamais de problèmes importants dont la solution soit uniquement nationale, ni uniquement européenne. Un point central de notre approche est donc que pour toutes les enjeux nous voulons une approche d'emblée « **bi-level** », tant pour l'analyse que pour la mobilisation.
 - 2.5. Nous voulons, en lien permanent avec la CES, le FSE, et avec la meilleure coopération possible avec d'autres initiatives, contribuer à la construction d'un **mouvement social européen fort** :
 - syndicats et mouvements sociaux **ensemble**, construisant de nouvelles alliances acceptant la diversité, valorisant la coopération, et à la recherche d'alternatives
 - avec un **enracinement national fort**, et une coordination européenne autour d'objectifs partagés
 - qui se donne le temps et les moyens, pour passer des analyses partagées à la capacité **d'agir ensemble** et de peser sur les politiques économiques : c'est pourquoi la partie I (« L'Europe que nous voulons ») est complétée par une partie II (« Priorités d'action pour 2011 »)
 - 2.6. Nous organiserons une « conférence sociale de printemps » chaque année avant le « Spring Summit » de l'UE pour :
 - * Partager les analyses pour dégager une compréhension convergente de la situation, entre les différentes parties de l'Europe et les différentes composantes du mouvement social.
 - * Formuler et approfondir une vision commune du progrès social, et la faire entendre
 - * Définir les meilleures stratégies et coordonner les actions pour atteindre les objectifs prioritaires à définir, en fonction de notre vision commune sur l'Europe de demain, mais aussi de l'actualité politique, et en particulier de l'agenda du « Spring Summit » de l'UE.
-

3. Notre vision pour l'Europe

Lors des rencontres préparatoires de 2009 et de septembre 2010 des analyses et des propositions ont été discutées dans 5 domaines, qui sont forcément liés entre eux, mais que nous présentons ici en 5 parties pour la clarté de la discussion.

1. Politiques monétaires

L'euro est pris dans une contradiction fondamentale : c'est une monnaie unique d'un ensemble d'Etats basé sur la concurrence économique et fiscale entre ces Etat. On a une monnaie unique mais des politiques économiques différentes et aucune unité politique. Au lieu de combattre l'hétérogénéité sociale par des politiques publiques européennes qui auraient permis qu'un processus de convergence soit entamé, le choix des institutions européennes et des gouvernements des Etats membres a été au contraire d'accepter ces différences pour promouvoir une politique de dumping social (voir point 3) et fiscal (voir point 2).

La BCE est, d'après les traités européens, indépendante de tout pouvoir politique et hors de tout contrôle démocratique, contrairement à la banque centrale des Etats-Unis, la *Fed*, qui rend des comptes au Congrès. La politique monétaire, part décisive de la politique économique, est ainsi hors de la délibération citoyenne. L'objectif prioritaire de la BCE, fixé par les traités, est la stabilité des prix, contrairement là aussi à la *Fed* qui a aussi pour objectifs premiers l'emploi et la croissance.

La BCE et les politiques monétaires de l'Union conduisent ainsi à ce que les Etats-membres soient excessivement sous l'emprise des marchés financiers. Le pacte de stabilité et la nouvelle « gouvernance économique » semblent être les seuls instruments d'unification des politiques budgétaires et économiques européennes et ils sont basés uniquement sur des critères financiers et budgétaires sans aucune référence à des critères de développement durable, de croissance de l'emploi, ni de développement de l'état social.

Quelques propositions :

- 3.1. La BCE devrait pouvoir financer les déficits publics sous contrôle démocratique européen (Parlement et Conseil). Il s'agit de monétiser, au moins en partie, les déficits publics, notamment par l'émission d'obligations européennes.
- 3.2. La dette publique doit faire l'objet d'un audit et être restructurée. Le service de la dette doit être plafonné à un certain pourcentage du PIB et les taux d'intérêt exorbitants renégociés. La CES a proposé le transfert d'une tranche de la dette nationale (max : 60% du PIB) des Etats membres de l'eurozone en obligations européennes (Eurobonds) détenues par la BCE (semblables aux bons du Trésor américain par rapport à la dette d'un Etat américain comme la Californie). Cette dette ne serait donc pas comptabilisée dans la dette publique de l'Etat membre bien qu'il garderait la responsabilité de la rembourser.
- 3.3. Il faut cloisonner strictement les marchés financiers et en particulier séparer strictement les banques de dépôt des banques d'investissement.
- 3.4. La BCE doit justifier sa politique de change devant les gouvernements de la zone Euro et devant le Parlement Européen, et elle doit prendre des mesures monétaires favorables à l'emploi.
- 3.5. Il faut renforcer les instruments pour le développement et l'innovation pour soutenir l'emploi durable dans l'Union Européenne. La Banque Européenne d'investissement doit pouvoir être financée par les obligations européennes.

2. Budgets, dettes, fiscalité.

La situation fiscale en Europe est caractérisée par la concurrence fiscale, la baisse des recettes, et l'accroissement des inégalités. Dans un contexte idéologique défavorable aux services publics, la baisse des recettes a entraîné des privatisations et la dégradation des services publics, et des déficits. Les déficits augmentent l'endettement, et l'endettement augmente les déficits.

Les politiques salariales (cf point 3) ont conduit à une augmentation de l'endettement des ménages dans la plupart des pays.

La crise de 2008 a énormément aggravé (à cause de la reprise par les Etats d'importantes dettes privées) la situation d'endettement et de déficit des Etats.

Il faut encore souligner, au plan européen :

- l'absence d'harmonisation fiscale ambitieuse, et le maintien de paradis fiscaux ou de « niches » pour l'évasion fiscale
- un budget de l'UE limité à 1% du PIB, et sans réelles capacités fiscales propres pour l'UE
- depuis 2009, partout, des plans d'austérité très importants et particulièrement : Grèce, Irlande, Espagne, Portugal, Italie, pays de l'Est.

Quelques propositions :

- 3.6. Harmonisation de politiques fiscales vers le haut pour éviter la concurrence fiscale et répondre à des priorités du moment : équilibres budgétaires des états, défense des services publics.
- 3.7. En particulier, pousser pour des politiques fiscales progressives, une harmonisation vers le haut de taxes sur capital et la finance (ce n'est pas acceptable que les revenus du travail soit taxés plus que le capital)
- 3.8. Les paradis fiscaux et juridiques constituent des problèmes majeurs et doivent être supprimés.
- 3.9. Instaurer une taxe sur les transactions financières
- 3.10. Les récents déséquilibres budgétaires des états sont la conséquence de la concurrence fiscale et des défaillances des marchés libéralisés : les solutions ne peuvent pas se trouver dans des restrictions salariales, par ailleurs contre-productives, mais dans la correction des causes ; les états doivent reprendre au besoin les rênes des secteurs défaillants, défendre un secteur public fort et promouvoir l'emploi responsable. Voir l'initiative « austeritywatch » de la CES.
- 3.11. Doter l'UE d'un budget en adéquation avec les politiques économiques et sociales européennes

3. Politiques salariales, compétitivité, dumping et précarité

Le point essentiel est le constat de la **précarisation** de l'emploi (emploi temporaire, à temps partiel, mal payé, sous-traitance etc.) qui conduit à la multiplication des travailleurs pauvres, avec l'explosion depuis 30 ans des inégalités.

La question de la **productivité** est importante : elle est intéressante quand elle ne résulte pas de dégradation des conditions de travail, de l'augmentation du stress, ou d'une dégradation de l'environnement ..., à condition que les gains de productivité soient équitablement répartis (sinon c'est la financiarisation de l'économie qui est alimentée). Les gains de productivité pourraient être mis à profit pour diminuer le temps de travail, sous peine d'être source de chômage.

La notion de **compétitivité** est entièrement distincte (la productivité signifie « produire avec moins de temps » ; la compétitivité au sens courant de « compétitivité sur les coûts » signifie « avec moins

de salaires et moins de protection sociale »). Si on peut reconnaître à la concurrence une certaine utilité (pour l'innovation, etc.), nous pensons que quand la concurrence se fait sur les salaires et sur la protection sociale (compétitivité) cela conduit au dumping social et à la précarisation dans une « spirale vers le bas ».

L'utilisation abusive de travailleurs détachés, en vue de contourner les principes de **l'égalité de traitement** et de l'application des **règles du pays de prestation** est une des formes de cette compétitivité.

Sur le plan macro-économique, la baisse de la part salariale dans le PIB (couplée à l'augmentation des inégalités salariales) pose aussi un autre problème, en alimentant de deux côtés la financiarisation : il y a pus de profit qui s'accumule et demande à être placé ; et les ménages trop mal payés doivent s'endetter. En plus, la baisse des salaires réduit le marché intérieur et pousse ou vers l'exportation ou vers la récession.

Quelques propositions :

- 3.12. La baisse de la part salariale dans le PIB des dernières décennies doit être corrigée à la hausse.
(L'OIT insiste sur le développement ou le maintien de structures de concertation sociale fortes qui, couplées à un Etat-Providence fort, constituent un facteur clé de la réduction des inégalités et de la pauvreté. Le rétablissement de la part salariale dans la valeur ajoutée et la réduction des inégalités dépend donc également du développement d'un syndicalisme fort).
- 3.13. Il faut coordonner les politiques salariales et les salaires minimums nationaux (sous une forme à étudier) pour contrer les effets de la dégradation aux niveaux inférieurs de l'échelle des salaires. Dans certains pays ces salaires nationaux soient fixés par la loi, dans d'autres par des négociations collectives. Il faut en tout cas assurer aux ménages un revenu supérieur au seuil (national) de pauvreté et assurer un niveau décent de salaire : voir l'initiative www.adequateincome.eu
- 3.14. Le mouvement syndical doit continuer à développer des outils de coordination salariale, sur base régionale (voir le groupe de Doorn) ou sectorielle (voir l'initiative Eucoban de la FEM)
- 3.15. Les états doivent opter résolument pour la coordination plutôt que le dumping ; les excédents commerciaux des uns conduisent aux déficits commerciaux des autres et à la menace de crises monétaires majeures.
- 3.16. La directive « détachement des travailleurs » doit être réformée pour protéger les conditions de rémunération **en vigueur** dans chaque pays, y compris la sécurité sociale, le respect du temps de travail et conditions légales et conventionnelles du pays de prestation. Il faut développer une politique ouverte d'accès et présence des migrants, tout en leur garantissant les mêmes conditions de salaire et de droits qu'aux nationaux.

4. Pensions

C'est l'ensemble des systèmes de Sécurité Sociale qui sont menacés, mais dans le cadre de cette Conférence 2011, nous nous concentrons sur les systèmes de pension.

Il y a une grande unité dans les défis et l'évolution récente des systèmes nationaux : relèvement de l'âge légal ou effectif de départ ; bases de calcul moins favorable ; passage vers le privé et/ou la capitalisation. Les systèmes nationaux, et le timing des réformes, sont différents, mais le sens de ces réformes est commun. Le LIVRE VERT de la Commission symbolise cette unité et pourrait cristalliser nos réactions (voir la résolution CES d'octobre 2010).

En amont des débats techniques, il y a une « guerre des idées » que nous avons pour l'instant perdue dans l'opinion majoritaire de beaucoup de pays, mais pas partout, comme l'a montré la magnifique mobilisation en France : les travailleurs ont été persuadés que « le vieillissement est un

choc menaçant et une fatalité » ; que « il n'y a plus assez d'argent public » ; et finalement « qu'il vaut mieux capitaliser (funded systems) que répartir (pay as you go) »

La question des pensions est liée aux autres thèmes :

- « distribution primaire » (partage salaires / profit) : il faut des salaires et des cotisations pour un système viable de pensions
- Emploi ;
- Commerce extérieur -avec des conséquences sur l'emploi;
- Budgets publics et dettes ;
- Effet systémique des géants financiers alimentés par les pensions privées.

Au-delà des problèmes généraux des systèmes de pension, il y a dans chaque pays des questions spécifiques : les pensions des femmes ; la situation des jeunes et des précaires : les pensions des fonctionnaires.

Il n'y a pas de perspective à court terme d'une « solution européenne unifiée » pour les pensions, mais on peut définir quelques propositions à débattre :

- 3.17. Pas de privatisation ! Partout maintenir et augmenter la part de pensions **publiques**
- 3.18. Pas plus de capitalisation ! Maintenir et renforcer les systèmes par répartition.
- 3.19. Pas de diminution des droits (et si possible, définition d'un montant minimum, rapporté au PIB par habitant de chaque pays, et d'un taux de remplacement minimum)
- 3.20. Pas de recul de l'âge (voire un objectif d'âge commun ?)
- 3.21. Face à la « guerre des idées » : lancer une campagne vigoureuse de défense des pensions publiques par répartition

5. Politique commerciale extérieure de l'UE

Après l'échec de la stratégie «Global Europe» lancée en 2006, la Commission européenne vient de lancer sa "nouvelle stratégie" commerciale appelée « croissance commerciale et les affaires mondiales ».

Bien que très similaire à l'approche générale de "Global Europe", la nouvelle stratégie, encore plus agressive, est basée sur quelques priorités nouvelles:

- 90% de la croissance économique mondiale à l'avenir serait hors d'Europe, de sorte que les Multinationales européennes doivent être « dans ce train », avec un meilleur accès aux marchés étrangers pour les investissements et la vente de biens et services.
- Si l'Europe veut avoir un accès complet à ces nouveaux marchés, elle devra être prête à donner quelque chose en échange, ce qui signifie que plus de secteurs industriels seront sacrifiés et que le «modèle social européen» sera encore davantage «harmonisé» vers le bas, vers les normes inférieures que l'UE exige de ses partenaires commerciaux

Le mandat donné à la Commission par les États membres via cette nouvelle stratégie aura des conséquences encore plus négatives, pour les travailleurs européens, pour les peuples du monde et aussi pour l'avenir écologique de la planète.

Il pousse un modèle basé sur les exportations, qui va amplifier tous les déséquilibres économiques qui rendent actuellement instable l'économie mondiale, ainsi que de rendre plus difficile la construction d'une demande nationale stable pour le développement à long terme dans les pays pauvres. Il renforce la situation de consommation via l'endettement dans les pays riches, sans investissement dans la prise d'une économie productive ou verte, aggravant la dépendance et le chômage.

Afin de répondre aux exigences d'une concurrence internationale exacerbée dans une économie dite du savoir, entre l'Union européenne et les autres pays et régions du monde, ce modèle tend à dévier l'enseignement vers la seule formation professionnelle des travailleurs, et la recherche publique vers la seule innovation, au détriment des autres missions de ces secteurs.

Les questions de nourriture, d'eau et d'énergie sont d'un intérêt stratégique particulier. L'initiative «Vers un mandat de commerce alternatif» du réseau S2B doit être étudiée et discutée par tous les groupes sociaux progressistes; le commerce international doit être repensé en termes de satisfaction universelle des besoins de base plutôt que le modèle discrédité de la théorie du "trickle-down » (percolation des richesses depuis les plus riches vers les pauvres)

Quelques propositions:

- 3.22. Les politiques commerciales de l'Europe doivent viser des relations commerciales mondiales bien équilibrées, en veillant à la stabilité internationale, au développement durable et garantissant les droits des travailleurs dans tous les pays.
- 3.23. La dépendance énergétique extérieure de l'Europe est considérable; des politiques pour des énergies vraiment renouvelables (par exemple pas les « biocarburants ») sont un axe majeur de développement économique futur.
- 3.24. L'arrêt de la ratification des Accords de libre échange entre l'UE et la Colombie ou le Pérou : il est nécessaire de réaffirmer la priorité des droits de l'homme et droits des travailleurs sur les profits commerciaux.
- 3.25. L'arrêt des négociations de l'ALE avec le Canada, qui sont fortement contestée par les syndicats au Canada et en Europe, doit devenir une revendication commune fondée sur la défense du modèle social et les biens publics des deux partenaires.
- 3.26. les mouvements ouvriers doivent faire leurs propres propositions pour une autre politique commerciale, d'investissement, et de l'énergie ; et un autre modèle de développement industriel, à travers le processus de Mandat alternatif pour le commerce extérieur
- 3.27. La question de l'application des normes internationales (OIT, etc) dans le commerce international doit être étudiée, y compris l'utilisation de clauses sociales ; mais finalement nous avons besoin d'un autre modèle d'échange qui va au-delà du "libre-échange" en vue d'affronter les questions essentielles.

II. Priorités d'action pour 2011 (à débattre encore !!)

Les organisations présentes à la Social Spring Conference des 10-11 mars 2011 se proposent de définir les stratégies coordonnées pour inscrire prioritairement dans l'agenda social de l'Union européenne les points suivants :

1. Elles joignent leur voix aux critiques déjà nombreuses des plans d'austérité. Il faut s'opposer aux baisses de salaires, d'allocations et de services publics, et promouvoir l'impôt juste (taxation accrue des revenus de la propriété, suppression des paradis fiscaux, taxe sur les transactions financières, etc), en vue de la création d'emplois de qualité, socialement et écologiquement utiles , et du renforcement des services publics.

Pour cela, elles développeront les actions suivantes :

2. Elles veulent lutter contre le dumping salarial au sein de l'UE, et contre la multiplication de travailleurs pauvres. Pour cela, elles veulent lutter pour l'harmonisation (vers le haut) des salaires en Europe, et pour que dans chaque pays les salaires réels dépassent le seuil (national) de pauvreté.

Pour cela, elles développeront les actions suivantes :

3. Les pensions publiques sont le meilleur moyen d'assurer une répartition satisfaisante ; le Livre Vert de la Commission et les pensions par capitalisation contribuent à la financiarisation de l'économie et creuseront les inégalités.

Pour cela, elles développeront les actions suivantes :

4. Les accords commerciaux conclus par l'UE avec d'autres pays, ou en cours de négociation (Colombie, Inde, Canada ...) constituent des actes politiques forts, avec le risque de conséquences négatives tant pour les travailleurs d'ici que de là-bas. Nous voulons que ces accords soient soumis à un examen démocratique approfondi, et au besoin nous y opposer ensemble. Plus globalement, nous voulons redéfinir le mandat donné à la Commission en matière de Commerce extérieur, pour refaire des droits humains fondamentaux la priorité.

Pour cela, elles développeront les actions suivantes :
